

[Texte]

**Mr. Balloch:** On last year's appeal to the UN and Red Cross appeals for the refugee situation, I am told that it is approximately 10%. If you want the detailed figures of those appeals, I'd be happy to make them available to the committee. I don't have them at my fingertips. But we do give very substantially to those appeals.

**The Chairman:** Earlier in the day, Mr. Balloch, we had some testimony suggesting to us that Norway had given for humanitarian purposes some resources through the national coalition into areas they control. While they have not taken the question of diplomatic recognition, they have allowed for the reality that parts of the country are under their control and there are humanitarian needs there, which is not something the UN agencies are able to do, or are not at present doing. I stand to be corrected, but that was the impression from the testimony.

If that scenario were tested here, on the humanitarian side, and the question of getting to people who are in those areas, is that something that could be or might be looked at sympathetically?

**Mr. Balloch:** I don't know the details of what Norway has done, Mr. Chairman. We have in the past in other places given assistance, even within countries who are ineligible for assistance, normally through NGOs, if not through multilateral agencies. That would be one route, or the other would be our normal approach to this. I was told by the group here that they met with CIDA today and CIDA has expressed a willingness to look at this kind of thing.

• 1950

Our concern in those cases is to ensure that the assistance gets to the people who need it. Whether it is a multilateral approach or a non-governmental organization, is in the judgment of the people who can best determine exactly how aid can help those people.

**The Chairman:** In this case we'd be looking at a government or a representational group covering a portion of the country, which is a little different from the NGO routine.

**Mr. Balloch:** This gets back to another question, which is not only aid related but which is related to the issue of recognition and relations. We'd prefer to use a non-governmental channel, who could well be working with the groups Dr. Sein Win represents. I think our route would be through multilateral or NGO organizations.

When we are giving assistance, we always need operating agencies to deliver that assistance. We only actively have bilateral programs in a limited number of countries where there are substantial programs. This would not be that kind of assistance anyway.

**Mr. Hovdebo:** I want to clear up a couple of points.

[Traduction]

**M. Balloch:** On me dit que cela représente environ 10 p. 100 de l'aide recueillie par les Nations Unies et la Croix rouge pour les réfugiés. Si vous voulez des chiffres détaillés, je les obtiendrai volontiers pour le comité. Je ne les ai pas sous la main pour le moment, mais nous répondons assez généreusement à ces appels.

**Le président:** Plus tôt au cours de la journée, monsieur Balloch, nous avons entendu certains témoignages qui nous ont laissé entendre que la Norvège avait donné certaines ressources à des fins humanitaires par l'intermédiaire de la coalition nationale dans les régions qu'elle contrôle. Même si ce pays ne s'est pas attaqué à la question de la reconnaissance diplomatique, il reconnaît le fait que certaines régions sont sous son contrôle et qu'il y a là-bas certains besoins humanitaires, ce que les agences des Nations Unies ne peuvent faire, ou ne font pas à l'heure actuelle. Corrigez-moi si je me trompe, mais c'est l'impression que j'ai eue de leur témoignage.

Si ce scénario était mis à l'essai ici, pour ce qui est de l'aspect humanitaire, en vue d'accorder une aide aux gens qui se trouvent dans ces régions, est-ce quelque chose qui pourrait être envisagé ici?

**M. Balloch:** Monsieur le président, je ne connais pas dans les détails les mesures qu'a prises la Norvège. Par le passé, nous avons accordé une aide à d'autres régions, même dans des pays qui étaient inadmissibles à recevoir de l'aide, habituellement par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, sinon par le biais des agences multilatérales. Nous pourrions donc procéder de cette façon, ou de la façon dont nous procédons habituellement dans ces cas-là. Les gens de ce groupe m'ont dit qu'ils avaient rencontré les représentants de l'ACDI aujourd'hui et que l'Agence était prête à envisager ce genre de mesure.

En l'occurrence, nous voulons que l'aide aille aux gens qui en ont besoin. Que ce soit dans le cadre d'une démarche multilatérale ou d'une organisation non gouvernementale, l'essentiel est de savoir comment l'aide peut être le plus efficace possible.

**Le président:** En l'occurrence, on aurait un gouvernement ou un groupe représentatif qui s'occuperait d'une partie du pays, ce qui n'est pas la même chose que ce que font normalement les ONG.

**M. Balloch:** Ceci nous amène à une autre question, qui ne porte pas seulement sur l'aide, mais aussi sur la question de la reconnaissance et des relations. Nous préférierions utiliser un canal non gouvernemental en travaillant par exemple avec les groupes que représente M. Sein Win. Je pense que nous passerions par des organisations multilatérales ou des ONG.

Quand nous donnons de l'aide, nous avons toujours besoin d'organismes pour l'administrer. Nous n'avons des programmes bilatéraux actifs que dans un nombre limité de pays où il y a des programmes importants. Ce ne serait pas de toute façon de ce genre d'aide qu'il s'agirait.

**M. Hovdebo:** J'aimerais une ou deux précisions.